

Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE

57-75, rue de Paris – CS 46430
35064 RENNES



SARL Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

139, rue de Fougères
35700 RENNES

Tél. : 02 99 87 90 81 – Mél. : contact@igbb.fr

Sommaire

Rapport du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 août 2025	3
Comptes annuels au 31 août 2025	7
Bilan	7
Compte de résultat	9
Annexe	10
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées	20



Sarl Isabelle Gauducheu, Bernard Blanchard et Associés

O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE

Exercice clos le 31 août 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué, comme le prévoit l'article R.612-2 alinéa 2 du Code de commerce, nous n'avons été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Rennes, le 1^{er} décembre 2025

Le commissaire aux comptes

IGBB

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Représentée par

Isabelle Gauducheau

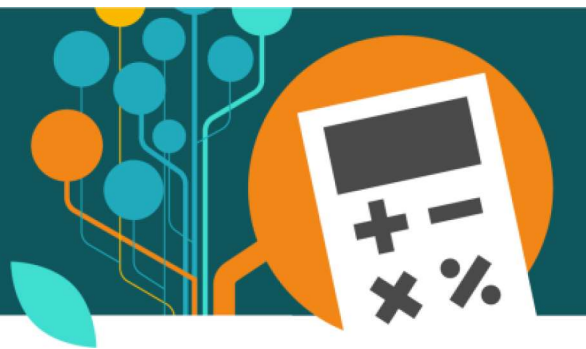
Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Bilan



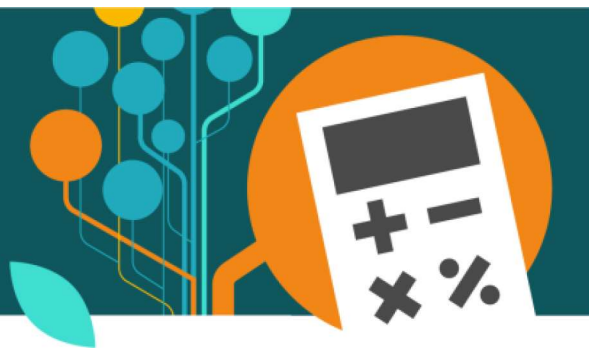
3.1 Bilan Actif > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2024/25	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	101 142	- 95 796	5 346	8 126	78
Total des Immobilisations Incorporelles	101 142	- 95 796	5 346	8 126	78
Terrains					
Aménagements de terrains	8 983	- 1 018	7 965	8 324	8 713
Constructions sur sol propre et leurs AAI					
Constructions sur sol d'autrui et leurs AAI	20 964 300	- 13 904 039	7 060 261	6 951 430	7 134 819
Installations, mobilier et matériel d'activité	2 394 387	- 1 826 751	567 636	477 533	424 039
ACTIF IMMOBILISE Matériel de transport	7 875	- 6 919	955	1 091	1 237
Mobilier, matériel de bureau et d'informatique	961 983	- 736 325	225 658	227 971	272 929
Immobilisations en cours	60 922		60 922	156 644	365 607
Autres immobilisations	501 780	- 82 985	418 794	254 136	35 797
Total des Immobilisations Corporelles	24 900 230	- 16 558 038	8 342 192	8 077 129	8 243 141
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés					
Prêts					
Dépôts et cautionnements versés	15 245		15 245	15 245	15 245
Autres créances immobilisées					
Total des Immobilisations Financières	15 245		15 245	15 245	15 245
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	25 016 617	- 16 653 834	8 362 784	8 100 500	8 258 464
Stocks Divers					
Total des Stocks					
Fournisseurs : avances, acomptes versés	200		200	261 892	90 837
Familles ou élèves	123 855	- 118 960	4 895	- 14 960	- 6 539
ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE Personnel et charges sociales	87		87	762	10 000
Etat et autres collectivités publiques	243 878		243 878	348 358	237 135
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés	38 028		38 028	9 472	1 352
Comptes transitoires ou attente	272		272		
Débiteurs divers	24 660		24 660	38 605	41 671
Total des Créances et Comptes Rattachés	430 980	- 118 960	312 020	644 128	374 455
Placements	300 000		300 000	900 000	200 000
Intérêts courus non échus					
Total des Placements	300 000		300 000	900 000	200 000
Banques, établissements financiers et assimilés	2 423 820		2 423 820	1 713 139	3 286 019
Caisses	863		863	620	245
Régie d'avance et accreditifs					
Total des Disponibilités	2 424 683		2 424 683	1 713 759	3 286 264
Charges constatées d'avance	143 031		143 031	154 983	46 926
Total des Charges Constatées d'Avance	143 031		143 031	154 983	46 926
TOTAL ACTIF CIRCULANT ET ASSIMILE	3 298 693	- 118 960	3 179 733	3 412 869	3 907 644
AUTRE Frais d'émission des emprunts					
Primes de remboursement des obligations					
TOTAL AUTRE					
TOTAL ACTIF	28 315 311	- 16 772 794	11 542 517	11 513 369	12 166 108

igbb

Sarl Isabelle Gauduchau, Bernard Blanchard et Associés

Bilan



3.2 Bilan Passif > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

(en euros)	Brut	Amort. et Provisions	Ex. 2024/25	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23
Première situation nette établie	5 684 408		5 684 408	5 684 408	5 684 408
Fonds statutaires					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Fonds de trésorerie apportés					
Libéralités ayant le caractère d'apport					
Total des Fonds Propres Sans Droit de Reprise	5 684 408		5 684 408	5 684 408	5 684 408
Valeur des biens affectés					
Valeur des biens non affectés					
Libéralités					
Subventions d'investissements non renouvelables					
Total des Fonds Propres Avec Droit de Reprise					
Ecarts de réévaluation					
Total des Ecarts De Réévaluation					
Réserves statutaires					
Réserves d'investissement	309 729		309 729	309 729	309 729
Réserves de trésorerie					
Autres réserves					
Total des Réserves	309 729		309 729	309 729	309 729
Droit des Propriétaires (Commodat)					
Total des Droit des Propriétaires					
Dotations consommables					
Total des Dotations consommables					
Report à nouveau	- 1 340 736		- 1 340 736	- 1 161 223	- 988 204
Résultat de l'exercice	89 034		89 034	- 179 513	- 173 019
Total des Résultats et Report à Nouveau	- 1 251 702		- 1 251 702	- 1 340 736	- 1 161 223
Taxe d'apprentissage	54 723	- 1 048	53 675		
Autres subventions	4 320 868	- 2 289 683	2 031 185	1 852 811	1 900 152
Total des Subv. / Partic. d'Invest. Amortissables	4 375 591	- 2 290 731	2 084 860	1 852 811	1 900 152
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES	9 118 027	- 2 290 731	6 827 295	6 506 213	6 733 067
Fonds dédiés sur subv. de fonctionnement					
Fonds dédiés sur dons manuels affectés					
Fonds dédiés sur legs et donations affectés					
Total des Fonds Dédiés					
Provisions réglementées					
Total des Provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	182 288		182 288	155 763	124 699
Total des Provisions	182 288		182 288	155 763	124 699
Comptes de liaison entre établissements					
Total des Comptes de Liaison					
Capital emprunté	3 332 207		3 332 207	3 668 468	4 051 381
Intérêts	6 171		6 171	6 959	
Concours bancaires courants					
Total des Emprunts et Dettes Bancaires	3 338 378		3 338 378	3 675 427	4 051 381
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32 590		32 590	18 244	20 289
Fournisseurs et comptes rattachés	325 177		325 177	336 438	206 170
Familles ou élèves : avances reçues	310 001		310 001	277 167	262 239
Dettes relatives au personnel	213 969		213 969	185 541	415 191
Etat et autres collectivités publiques	52 147		52 147	48 353	45 368
Confédérations, fédérations, assoc. et apparentés	134 818		134 818	141 168	
Autres dettes	17 942		17 942	44 389	259 299
Total des Autres Dettes	1 086 644		1 086 644	1 051 299	1 208 555
Produits constatés d'avance	107 911		107 911	124 668	48 406
Total des Produits Constatés d'Avance et Abonnement	107 911		107 911	124 668	48 406
TOTAL DETTES ET ASSIMILEES	4 715 221		4 715 221	5 007 157	5 433 041
TOTAL PASSIF	13 833 248	- 2 290 731	11 542 517	11 513 369	12 166 108

Résultat

2.1 Compte de Résultat Résumé > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

(en euros)	Ex. 2024/25	Ex. 2023/24	Ex. 2022/23	Variation n/n-1	
Ressources privées	5 058 805	5 174 992	4 601 504	- 116 187	- 2.2%
Concours Publics	2 564 985	2 651 815	2 510 592	- 86 830	- 3.3%
Subv. de Fonctionnement Autres Activités	26 207	39 155	112 390	- 12 948	- 33.1%
Produits des Activités Annexes	73 417	92 088	72 499	- 18 671	- 20.3%
Cessions ou Vente de Produits	33 225	34 563	36 899	- 1 338	- 3.9%
Productions Immobilisées					
Autres Produits Divers	19 720	20 985	11 478	- 1 265	- 6%
Reprises Amortissements et Provisions	72 910	32 549	133 206	40 361	124%
Transferts de Charges	57 754	26 893	25 676	30 860	114.8%
Produits d'Exploitation	7 907 023	8 073 040	7 504 245	- 166 017	- 2.1%
Coûts de Personnel	3 588 750	3 459 347	3 486 747	129 404	3.7%
Consommations	2 205 607	2 642 606	2 244 225	- 436 999	- 16.5%
Services Extérieurs	447 922	466 921	304 677	- 18 998	- 4.1%
Autres Services Extérieurs	627 378	687 571	681 771	- 60 193	- 8.8%
Autres Impôts, Taxes et Assimilés	97 744	42 173	59 338	55 570	131.8%
Autres Charges de Gestion Courante	92 013	37 684	34 064	54 329	144.2%
Dotations aux Amort. et Provisions	982 547	1 216 405	1 205 330	- 233 858	- 19.2%
Charges d'Exploitation	8 041 961	8 552 706	8 016 151	- 510 745	- 6%
Résultat d'exploitation	- 134 938	- 479 666	- 511 906	344 728	- 71.9%
Produits Financiers	33 076	42 200	3 238	- 9 125	- 21.6%
Reprises Amortissements et Provisions					
Produits Financiers	33 076	42 200	3 238	- 9 125	- 21.6%
Dotations aux Amort. et Provisions					
Charges Financières	77 277	77 927	66 042	- 650	- 0.8%
Charges Financières	77 277	77 927	66 042	- 650	- 0.8%
Résultat Financier	- 44 202	- 35 727	- 62 804	- 8 475	23.7%
Produits Exceptionnels	279 846	357 722	437 329	- 77 876	- 21.8%
Produits Exceptionnels	279 846	357 722	437 329	- 77 876	- 21.8%
Charges Exceptionnelles	3 524	12 554	35 638	- 9 030	- 71.9%
Charges Exceptionnelles	3 524	12 554	35 638	- 9 030	- 71.9%
Résultat exceptionnel	276 322	345 168	401 691	- 68 846	- 19.9%
Autres Gestions	8 149	9 288		- 1 139	- 12.3%
Autres Gestions	8 149	9 288		- 1 139	- 12.3%
Autres Gestions	- 8 149	- 9 288		1 139	- 12.3%
RESULTAT DE L'EXERCICE	89 034	- 179 513	- 173 019	268 547	- 149.6%

igbb

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Annexes



5.1 Annexe des Comptes Sociaux > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

1. Présentation de l'Entité

Présentation de l'entité : « l'objet social est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale. L'entité est dotée de deux organes :

- L'Assemblée Générale (AG), organe de délibération. Elle rend compte aux adhérents et détermine les grandes orientations.
- Le Conseil d'Administration (CA), organe d'administration. Il est élu par l'AG, gère l'établissement et élit le bureau (Président, secrétaire et trésorier).

L'entité : OGEC ST VINCENT PROVIDENCE est un établissement exerçant sous tutelle diocésaine et sous contrat d'association avec l'Etat dans le cadre de la loi sur l'enseignement privé du 31 décembre 1959.

L'établissement dispense les activités suivantes :

- Maternelle
- Élémentaire
- Collège
- Lycée général
- Lycée professionnel
- Supérieur
- Restauration gestion sous-traitée

2. Règles et Méthodes Comptables

2.1 Principes Comptables et Méthodes de Base

Les comptes arrêtés au 31/08/2025 sur une durée de 12 mois, présentés en euros, ont été établis conformément aux :

- Règlement ANC n°2018-06
- Règlement ANC n°2014-03
- Dispositions du Plan Comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 2023

2.2 Changement de Méthodes et Comparabilité des comptes

Il n'y a pas de changement de méthode sur l'exercice

3. Notes Relatives au Compte de Fonctionnement

3.1 Masse Salariale

La masse salariale est composée des salaires des personnels de droit privé et des éventuels coûts des personnels sous-traités. L'entité n'étant pas soumise à la TVA, elle est redevable de la taxe sur les salaires.

3.2 Impôts

L'entité est soumise à l'Impôt sur les Sociétés au taux réduit sur ses revenus patrimoniaux (art. 206-5 du CGI) ; Cet impôt concerne :

- Les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis
- Les revenus de capitaux mobiliers
- Les revenus d'exploitation agricole ou forestière

3.3 Activités Extra-scolaires

Les activités extra-scolaires peuvent influencer les soldes des postes consommations et produits des activités annexes. Pour connaître l'impact de ces activités, il est nécessaire de se référer au détail des comptes concernés.

3.4 Résultat Exceptionnel et Transfert de Charges

Les produits exceptionnels se sont élevés sur l'exercice à 280k€ Les postes principaux sont :

- Ventes tablettes : 11,3 k€
- QP amortissement subvention investissements : 238,9 k€
- QP amortissement taxe apprentissage : 1 k€

Les charges exceptionnelles se sont élevées sur l'exercice à 4k€ Les postes suivants sont significatifs :

- Vol caisse : 2,8 k€
- Rbt sinistre scooter : 0,8 k€

Les transferts de charges se sont élevés sur l'exercice à 58k€.

- Assurance SA Immobilière : 4,5 k€
- MAD M. Ferezou association radio : 35,6 k€
- Remboursements sinistres assurance (vitrail - vol) : 16,3 k€

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

4. Notes Relatives au Bilan

4.1 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Au sein du règlement ANC n°2014-03, il est fait application, pour les seuls immeubles, de règles particulières relatives à l'évaluation des immobilisations

Quelque soit leur nature, les immobilisations sont valorisées au bilan selon la méthode du coût historique complet.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les durées d'amortissement retenues par type de bien sont exposées dans le tableau ci-après.

Type d'Immobilisations	Durée
Immobilisations incorporelles	2 à 3 ans
Aménagement de terrains	3 à 10 ans
Gros oeuvres	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations Générales Techniques	10 à 15 ans
Agencements (intérieurs et décoration)	10 à 15 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 5 ans
Matériels de bureau	3 à 5 ans
Mobiliers scolaire	5 à 10 ans

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Frais d'établissement						
Autres immobilisations incorporelles		101 142				101 142
Total Immobilisations Incorporelles		101 142				101 142
Terrains						
Aménagement de terrains		8 983				8 983
Constructions :						
- Sur sol propre et leurs AAI						
- Sur sol d'autrui et leurs AAI		20 230 297	734 004			20 964 300
Autres immobilisations corporelles :						
- Installations tech., matériels et outillages		2 162 003	232 978	594		2 394 387
- Matériel de transport		7 875				7 875
- Mobilier, matériel de bureau info		911 029	50 955			961 983
Immobilisations corporelles en-cours		156 644	57 874		- 153 596	60 922
Immobilisations grevées de droit						
Autres immobilisations		280 787	67 397		153 596	501 780
Total Immobilisations Corporelles		23 757 617	1 143 207	594		24 900 230

Le montant des immobilisations en cours au 31/08/2025 s'élève à 61 k € correspondant à l'étude préalable au remplacement du transformateur pour 7 k€ et les travaux SSI de l'internat pour 50 k€.



Le tableau ci-après mentionne les mouvements des amortissements et provisions sur immobilisations de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Frais d'établissement						
Autres immobilisations incorporelles		93 016	2 780			95 796
Total Immobilisations Incorporelles		93 016	2 780			95 796
Terrains						
Aménagement de terrains		659	359			1 018
Constructions :						
- Sur sol propre et leurs AAI						
- Sur sol d'autrui et leurs AAI		13 278 866	625 173			13 904 039
Autres immobilisations corporelles :						
- Installations tech., matériels et outillages		1 684 470	142 875	594		1 826 751
- Matériel de transport		6 784	135			6 919
- Mobilier, matériel de bureau info		683 058	53 267			736 325
Immobilisations corporelles en-cours						
Immobilisations grevées de droit						
Autres immobilisations		26 651	56 335			82 985
Total Immobilisations Corporelles		15 680 487	878 144	594		16 558 038

4.2 Immobilisations Financières

Les tableaux ci-après mentionnent les mouvements des immobilisations financières et des amortissements/provisions de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur Brute en début d'Exercice	Acquisitions	Cessions et Mises hors Service	Virements de Poste à Poste	Valeur Brute en fin d'Exercice
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Prêts						
Dépôts et cautionnements		15 245				15 245
Autres créances immobilisées						
Total Immobilisations Financières		15 245				15 245

(en euros)	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Virements de Poste à Poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Prêts						
Dépôts et cautionnements						
Autres créances immobilisées						
Total Immobilisations Financières						

Le tableau ci-après mentionne les échéances des immobilisations financières :

(en euros)	ECHEANCES DES IMMO. FINANCIERES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Prêts				
Dépôts et cautionnements		15 245		15 245
Autres créances immobilisées				
Total Immobilisations Financières		15 245		15 245

4.3 Stock et Créances

Les stocks sont évalués en intégrant au prix d'achat les frais accessoires. Certains éléments sont classés en "charges constatées d'avance".

Les créances sont évaluées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Le tableau ci-après mentionne les dépréciations constatées sur les stocks et créances :

(en euros)	MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers		116 772	54 948	52 760	118 960
Autres créances					
Total Dépréciations sur Stocks et Créances		116 772	54 948	52 760	118 960

Le tableau ci-après mentionne les échéances des stocks et créances :

(en euros)	ECHEANCES DES CREANCES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Total des Comptes de liaison				
Total des Stocks				
Fournisseurs : avances , acomptes versés		200	200	
Familles ou élèves		123 855	123 855	
Personnel et charges sociales		87	87	
Etat et autres collectivités publiques		243 878	243 878	
Confédération , fédérations , associations et apparentés		38 028	38 028	
Comptes transitoires ou attente		272	272	
Débiteurs divers		24 660	24 660	
Régie d'avance et accreditifs				
Charges constatées d'avance		143 031	143 031	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total des Créances		574 011	574 011	



4.4 Placements

Le tableau ci-après mentionne les valeurs des placements financiers et les plus/moins values constatées à la clôture :

(en euros)	NATURE DES PLACEMENTS	Solde Comptable	Valeur de Marché	Plus Value latentes	Moins Value latentes
Sicav et Fcp					
Bons de caisse et Dépôts à terme		300 000	300 000		
Obligations					
Autres valeurs mobilières					
Immobilisations financières cotées					
Total des Placements Financiers		300 000	300 000		

4.5 Charges Constatées d'Avance

Elles regroupent des dépenses de fournitures scolaires pour la rentrée suivante, des charges d'assurance et de frais généraux.

4.6 Subventions d'Investissement

Les subventions sont enregistrées en Fonds associatifs et reprises de manière échelonnée dans le compte de résultat par le compte 777 « Quote-part de subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice ».

4.7 Affectation du Résultat

Le résultat de l'exercice a été affecté en report à nouveau, conformément à la délibération de l'assemblée

4.8 Taxe d'Apprentissage

La taxe d'apprentissage affectée à l'investissement est amortie par le compte de résultat en fonction de la durée de vie économique des biens par le compte de résultat par le compte 777.

4.9 Suivi des droits de reprise sur subventions d'investissements

(en euros)	SUIVI DES DROITS DE REPRISE	Droits de reprise antérieurs	Droits de reprise exercice	Droits de reprise restants
Etat				
Region		1 468 412	20 082	1 448 330
Département		838 527	21 008	817 519
Divers				
Total		2 306 939	41 090	2 265 849



4.10 Fonds Associatifs

Le tableau ci-après mentionne les mouvements des fonds associatifs de l'exercice :

(en euros)	MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES	Montant en début d'Exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de Poste à Poste	Montant en fin d'Exercice
Valeur du patrimoine intégré		5 684 408				5 684 408
Fonds statutaires						
Subventions d'invest. non renouvelables						
Fonds de trésorerie apportés						
Libéralités ayant le caractère d'apport						
Tot Fonds Assoc. Sans Droit de Reprise		5 684 408				5 684 408
Valeur des biens affectés						
Valeur des biens non affectés						
Libéralités						
Subventions d'invest. sous condition						
Tot Fonds Assoc. Avec Droit de Reprise						
Ecarts de réévaluation						
Réserves statutaires						
Réserve pour investissement		309 729				309 729
Réserve de trésorerie						
Autres réserves						
Total des Réserves		309 729				309 729
Report à nouveau		- 1 161 223			- 179 513	- 1 340 736
Résultat de l'exercice		- 179 513	89 034		179 513	89 034
Tot des résultats et reports à nouveaux		- 1 340 736	89 034			- 1 251 702
Taxe d'apprentissage affectée à l'équip			54 723			54 723
Autres Subventions		3 903 642	417 227			4 320 868
Amort. T.A. affectée à l'équipement			- 1 048			- 1 048
Amortissement autres subventions		- 2 050 831	- 238 853			- 2 289 683
Total des Subv. d'Invest. Amortissables		1 852 811	232 049			2 084 860
TOTAL GENERAL		6 506 213	321 082			6 827 295

4.11 Provisions pour Risques et Charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite a été évaluée à partir d'un taux d'actualisation de 3.5% et de GVT de 1.5%. En application de la Convention Collective "EPNL IDCC 3218" version en vigueur du 11 avril 2022, elle s'élève au 31/08/2025 à 182 k €.

Le tableau ci-après mentionne les provisions constatées à la clôture :

(en euros)	MOUVEMENTS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Montant en début d'Exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'Exercice
Provisions pour risques d'emploi		155 763	46 675	20 150	182 288
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour gros entretiens					
Autres provisions pour risques et charges					
		155 763	46 675	20 150	182 288



4.12 Emprunts

Le tableau ci-après mentionne les emprunts existants à la clôture :

(en euros)	Date d'Octroi	Taux	Date de fin	Annuité	Capital Initial Emprunté	Capital Remboursé en cours d'Exercice	Capital restant à rembourser	A 1 an	De 1 à 5 ans	Au delà de 5 ans
	31/07/2021	0,25% (F)	31/08/2026	72 292	360 000	72 000	72 000	72 000		
	28/05/2020	0,89% (F)	15/11/2041	120 202	2 200 000	103 457	1 816 786	104 381	426 928	1 285 476
	01/06/2014	2,25% (F)	01/12/2024		150 000	8 288				
	12/03/2009	4,89% (F)	12/10/2041	73 448	1 300 000	40 795	907 327	42 242	184 489	680 595
	12/06/2020	0,65% (F)	15/06/2035	29 409	420 000	27 448	284 520	27 627	112 323	144 569
	01/03/2009	4,79% (F)	01/09/2025	10 905	500 000	42 611	10 832	10 832		
	31/01/2009	4,84% (F)	31/10/2030	49 798	700 000	41 658	240 740	42 944	185 440	12 355
Total				356 057	5 630 000	336 260	3 332 207	300 027	909 182	2 122 997

Liste des garanties reçues :

- L'emprunt La Banque Postale d'un montant de 2 200 000 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 150 000 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 1 300 000 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent
- L'emprunt La Banque Postale d'un montant de 420 000 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 500 000 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent
- L'emprunt Caisse d'Epargne d'un montant de 700 000 € est garanti par Sté Immobilière St Vincent

4.13 Autres Dettes et Produits Constatés d'Avance

Le tableau ci-après mentionne les échéances des autres dettes et produits constatés d'avance :

(en euros)	ECHEANCES DES DETTES	Montant	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Comptes de Liaison entre Etablissements				
Capital emprunté		3 332 207	300 028	3 032 179
Intérêts		6 171	6 171	
Concours bancaires courants, cptes créditeurs de banque				
Total des Emprunts et Dettes Bancaires		3 338 378	306 199	3 032 179
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		32 590	32 590	
Fournisseurs et comptes rattachés		325 177	325 177	
Familles ou élèves : avances reçues		310 001	310 001	
Dettes relatives au personnel		213 969	213 969	
Etat et autres collectivités publiques		52 147	52 147	
Confédération, fédérations, associations et apparentés		134 818	134 818	
Autres dettes		17 942	17 942	
Produits constatés d'avance		107 911	107 911	
Dettes et Assimilées		1 194 555	1 194 555	



5. Autres Informations

5.1 Effectifs

L'effectif salarié au 31/08/2025 représente 68 ETP.

5.2 Rémunération des Dirigeants

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association sont le Chef d'Etablissement, le Président et le Trésorier.

Le Président et le Trésorier ne percevant aucune rémunération, communiquer la rémunération des trois plus hauts dirigeants reviendrait à donner une information individuelle préjudiciable à son caractère confidentiel (réponse ministérielle n°01630, J.O. Sénat).

5.4 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Sur l'exercice, les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 18 K€.



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés



5.2 Quelques indicateurs RSE > DU 01/09/2024 AU 31/08/2025

6. Quelques indicateurs RSE

6.1 Indice de positionnement social

Il correspond à un résumé quantitatif d'un ensemble d'attributs socio-économiques et culturels liés à la réussite scolaire. Plus l'indice de position sociale (IPS) est élevé, plus les élèves sont en moyenne d'origine sociale favorisée. Plus il est faible, plus les élèves sont d'origine défavorisée socialement.

L'IPS de votre établissement :

- Collège : 142.70
- Lycée : 141.90

6.2 Tarification différenciée

La mise en place d'une tarification sociale consiste à proposer aux familles des tarifs différents en fonction de leurs capacités financières. Cette pratique s'est développée ces dernières années.

Le contrat de scolarisation propose des tarifs modulés en fonction des revenus des familles.

6.3 Elèves boursiers

Les bourses sont attribuées pour une année scolaire. Elles se déclinent en plusieurs échelons selon les ressources de la ou des personnes assumant la charge de l'élève et selon le nombre d'enfants à charge. Le nombre d'élèves boursiers dans votre établissement est de 10%.

6.4 Effectif permanent (CDI à temps plein)

Sur le dernier mois de l'exercice et à partir du 1er jour de présence sur le mois, le nombre de salariés en contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein est de 42.

NB: les forfaits jours réduits sont comptabilisés en temps plein. Les CDI dont le temps de travail est inférieur à 151.67h (horaire rémunéré sur le bulletin de paie) ne sont pas décomptés dans cet indicateur.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.5 Répartition par sexe de l'effectif total

Votre effectif moyen sur l'exercice (personnel de droit privé) est composé de 32 hommes (32 %) et 69 femmes (68 %).

1 salarié = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.6 Répartition par âge de l'effectif total

Les effectifs physiques par tranche d'âge se répartissent ainsi :

- Entre 15 et 19 ans : 2.6 salariés
- Entre 20 et 29 ans : 11.7 salariés
- Entre 30 et 39 ans : 22.6 salariés
- Entre 40 et 49 ans : 21 salariés
- Entre 50 et 59 ans : 34.6 salariés
- Entre 60 et 69 ans : 7.7 salariés

1 personne = 1 effectif, quel que soit le temps de travail et le type de contrat ou convention ou mandat.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)

6.7 Taux d'absentéisme

Le taux d'absentéisme est un indicateur clé permettant de mesurer le pourcentage d'absences par rapport au temps de travail prévu.

Le taux d'absentéisme moyen est de 5.5 %.

Il se calcule comme suit : (Nombre de jours calendaires d'absence / nombre de jours calendaires théoriques travaillés) x 100.

En 2024, au niveau national, tous secteurs d'activités : le taux d'absentéisme est de 4.5%.

(Source : Déclaration Sociale Nominative)



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

6.8 Contribution volontaire en nature

L'établissement n'a pas constaté de contribution volontaire en nature sur l'exercice.



Sarl Isabelle Gauduchau, Bernard Blanchard et Associés

O.G.E.C. SAINT VINCENT-PROVIDENCE

Exercice clos le 31 août 2025

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercice antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de prestations administratives et comptables – S.A. Immobilière de Saint-Vincent

Personnes concernées : Monsieur François-Régis SIRJACQ, président du bureau de l'O.G.E.C. et président du conseil d'administration de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Nature et objet : Une prestation administrative et comptable est assurée par l'O.G.E.C. pour le compte de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Modalités : Au titre de l'exercice 2024-2025, les prestations ont été facturées à la S.A. Immobilière de Saint-Vincent pour un montant de 7 100 euros TTC.



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Rémunération de caution au profit de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent

Personnes concernées : Monsieur François-Régis SIRJACQ, président du bureau de l'O.G.E.C. et président du conseil d'administration de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Nature et objet : En date du 20 novembre 2013, le conseil d'administration a autorisé une convention de rémunération de caution au profit de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent. Le taux de rémunération prévu est de 0,05% avec prise d'effet au 1^{er} août 2012.

Modalités : A la clôture de l'exercice 2024-2025, la S.A. Immobilière de Saint-Vincent n'a pas été rémunérée au titre des cautions apportées à l'O.G.E.C.

Rémunération des avances de trésorerie par la S.A. Immobilière de Saint-Vincent au profit de l'O.G.E.C.

Personnes concernées : Monsieur François-Régis SIRJACQ, président du bureau de l'O.G.E.C. et président du conseil d'administration de la S.A. Immobilière de Saint-Vincent.

Nature et objet : En date du 20 novembre 2013, le conseil d'administration a autorisé une convention de rémunération d'avance de trésorerie avec la S.A. Immobilière de Saint-Vincent. Le taux de rémunération prévu est le taux d'intérêt légal fiscalement déductible.

Modalités : A la clôture de l'exercice 2024-2025, les avances de trésorerie accordées à l'O.G.E.C. s'élèvent à 130 178 euros et n'ont pas été rémunérées.

Rennes, le 1^{er} décembre 2025

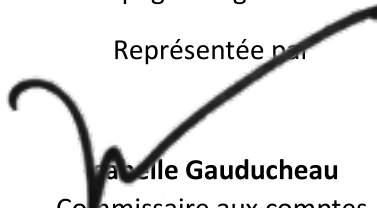
Le commissaire aux comptes

IGBB

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Représentée par



Isabelle Gauducheau

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique



Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés